



**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par Linda FRITAS

dossier n°2025-281-MED

linda.fritas@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille le **05 DEC. 2025**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société PROVENCE HUILES
pour son installation située sur la commune de VITROLLES**

**Le préfet de la région Provence-Alpes Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de la madame Marie-Pervenche PLAZA sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2000 imposant des prescriptions complémentaires à la société PROVENCE HUILES suite à reprise d'activité de l'entreprise SANEAP ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Provence-Alpes Côte d'Azur (DREAL) daté du 28 octobre 2025;

Considérant que le site de la société Provence Huiles, implanté à Vitrolles, a fait l'objet d'une visite réalisée par l'inspection des installations classées de la DREAL le 30 septembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite susvisée, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'analyse méthodique des risques (AMR) de prolifération et de dispersion des légionelles n'a pas été révisée depuis 2010 ;
- l'absence de la procédure relative aux actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale au seuil de 10^5 UFC/L
- l'absence de la procédure relative aux actions à mener en cas de concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 10^3 UFC/L et inférieure à 10^5 UFC/L

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions suivantes:

- article 26 I-1 a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;
- article 26 II 1) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;
- article 26 II 2) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient par conséquent de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Provence Huiles de régulariser la situation de son installation et de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 10 novembre 2025;

Considérant l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1 – La société Provence Huiles, exploitant une installation de tour aéroréfrigérante pour le raffinage d'huiles d'origines végétales située dans la zone industrielle de Vitrolles est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 26 I-1 a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé relatif à la révision de l'analyse méthodique des risques (AMR) de prolifération et de dispersion des légionelles, en transmettant l'AMR actualisée ;

- de respecter les dispositions de l'article 26 II 1) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé relatifs aux actions à mener en cas de prolifération des légionelles (10^5 UFC/L), en transmettant la procédure sanitaire en cas de concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L ;
- de respecter les dispositions de l'article 26 II 2) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé relatifs aux actions à mener en cas de prolifération des légionelles (10^3 UFC/L), en transmettant la procédure sanitaire en cas de concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié à la société Provence Huiles et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale au 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

le sous-préfet d'Istres

le maire de Vitrolles

le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence- Alpes-Côte d'Azur et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA